

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 200

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 28 OCTOBRE 1949

Le numéro : 10 francs

Les fauteuils ministériels
sont vides,
l'autorité étatique
demeure...

La crise a trois aspects

H ANTES par la crainte d'un retour anticipé devant les électeurs, soucieux en tout état de cause de se refaire une virginité en vue des élections législatives, les partis politiques raidissent leur position. La S.F.I.O., en particulier, se découvre brusquement un goût immodéré pour l'opposition, les modérés — Paul Reynaud en tête — se déclarent ouvertement pour le libéralisme à sens unique. Quant au M.R.P., il est tiraillé par les forces divergentes de sa gauche « progressiste » et de sa droite de plus en plus tentée par les sirènes du bon vieux capitalisme. De surcroît, les difficultés financières et économiques ont atteint un tel degré d'acuité — ne parle-t-on pas d'un déficit budgétaire de quelque six cent milliards ? — que le rôle de ministre risque de devenir préjudiciable à la bonne renommée de son appartenance politique, pour peu qu'il veuille prendre la moindre des mesures.

Ces contradictions presque irrépressibles forment le premier aspect de la crise.

Le second, bien que moins spectaculaire, ne le cède pas en importance. Au moment où les problèmes de l'Allemagne de l'Est, de Tito, de la Chine, de l'admission de Franco dans la ronde occidentale se posent d'une façon d'autant plus aiguë que le secteur yougoslave semble s'enflammer, la France fait défaut. Et la Maison-Blanche s'inquiète de voir un pion important de son échiquier voué à des abandons intérieurs dont nul ne peut prévoir les effets.

Des décisions capitales doivent être prises et ne pourront l'être, en ce qui concerne ce pays, qu'avec un gouvernement soutenu par une majorité devenue, hélas ! introuvable. On semble totalement se désintéresser de ce qui se passe à l'étranger et, chose peut-être encore plus grave, le peuple en fait autant, et pour ces problèmes et pour le reste, les marionnettes du Palais-Bourbon.

C'est là le troisième aspect de la crise. L'homme de la rue ne réagit plus du tout, l'attitude des travailleurs en témoigne avec éloquence, et plonge dans l'embarras non seulement les tenants de la 3^e Force, mais aussi les autres : les gaullistes et les stalinien. Et aussi et surtout les cadres syndicaux. Rien de plus décevant qu'une masse amorphe. Aucune entreprise politique violente ou non ne peut se justifier et se réaliser sans un minimum d'alliance populaire, les ténors parlent et s'agitent dans le vide et les chefs syndicaux sentent venir le moment où leur inutilité sera éclatante.

Au fond, cette apathie s'apparente dans une certaine mesure à la résistance passive, en ce qu'elle fait échec à toutes les tentatives d'agitation en faveur de tel ou tel parti.

Dégoûté des questions politiques par les précédents gouvernementaux et syndicaux, obsédé par les nécessités matérielles de chaque jour, le peuple est figé.

S'il persévérerait dans cette voie, s'il allait jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'abstention massive aux élections, l'Etat tomberait comme un fruit pourri et entraînerait dans sa disparition les dictateurs qui n'attendent que l'occasion de remous populaires pour se manifester.

lib

LORIAN.

Vers une première guerre inter-bolcheviste ?

A VANT de déclencher la deuxième guerre mondiale, Hitler devait exterminer rapidement et radicalement ses ennemis intérieurs et surtout ceux qui se réclamaient de son idéologie (Röhm et consorts). Le premier pays envahi par les nazis était l'Autriche allemande et fasciste et ce n'était point un hasard. Hitler ne pouvait admettre une division entre nazis ou entre Allemands — cela aurait détruit son mythe unitaire.

Staline est devant les mêmes nécessités mais il ne peut pas agir comme Hitler. Certes, il doit en finir avec Tito ou bien le titisme en finira avec lui. La scission étatique et idéologique dans le bloc slave et dans l'Internationale bolcheviste dure depuis plus d'un an et elle va en s'aggravant. Avant d'attaquer l'Autriche dans une seule nuit, Hitler avait reconnu hypocritement l'existence d'un « deuxième Etat allemand ». Staline est plus lourd et plus vulnérable : il ne veut pas reconnaître l'existence d'un « deuxième Etat socialiste », il rejette les offres d'amitié fautes par la Yougoslavie, mais il est incapable de l'avaler dans une seule nuit. Car Tito n'est pas Schuschnigg. Il a tenu le maquis contre Hitler pendant de longues années, il reprendra le même maquis contre Staline. D'autre part, il peut compter sur l'aide américaine.

La situation de Staline face à Tito est plutôt pénible. Sa rage est concevable. Il n'a pas hésité à kidnapper Markos et à arrêter la guerre civile en Grèce pour mobiliser les maquisards grecs contre Tito. Il présente Tito comme un agent réactionnaire — il a toujours calomnié tous les opposants — et en même temps pactise lui-même ouvertement avec le gouvernement royaliste d'Athènes pour abattre le gouvernement bolcheviste de Belgrade. Il stoppe la guerre civile contre les fascistes grecs pour déclencher la guerre civile contre les bolcheviks yougoslaves.

C'est parfaitement dans la ligne. L'histoire du bolchevisme est une chaîne d'épurations sanglantes. Cette lutte interne des cliques communistes pour le pouvoir va-t-elle aboutir à la première guerre entre Etats bolcheviks ? La Yougoslavie sera-t-elle comme en 1914 le point de départ d'une nouvelle guerre mondiale ?

ASSEZ DE COMEDIE Travailleurs, à l'action !

O N pourrait penser que la France possède une mine quasi intarissable de premiers ministres. Après la chute du libéral — dirigiste à l'occasion — Henri Queuille et les tours de piste du dirigiste Jules Moch, libéral de la matraque, et du valet-sien René Mayer qui se tailla une solide réputation d'aigrefin lors de la mémorable rafle des cinq mille, le chrétien Georges Bidault est à son tour sur la sellette.

Il semble pourtant qu'il franchira avec moins de brio que son malchanceux prédécesseur le premier obstacle de l'investiture. S'il parvient à en triompher, il devra affronter une autre difficulté : celle de la formation de son cabinet. Car tout est là. Et gageons que la répartition des maroquins nous réservera quelques grincements de dents, motions de protestation, menaces, injures et tripotillages auxquels nous sommes accoutumés depuis trois semaines.

Les travailleurs resteront-ils indifférents devant cette comédie où ils font invariablement figure de guignol — éternel bastonné ? Quelle que soit la forme revêtue par le futur gouvernement — qu'il soit libéral, dirigiste ou mitigé-démocratique à la stalinienne, ou « juste et fort » à la de Gaulle, son caractère primordial sera l'intensification de l'exploitation de l'homme, l'augmentation de la fiscalité, l'accentuation de la misère avec comme corollaire le renforcement de l'autorité.

En fonction des conjonctures politiques et économiques mondiales actuelles, un gouvernement national n'est plus maître de sa propre destinée. Ainsi, la crise — dont l'aspect est particulièrement aigu en France — se pose à l'échelle planétaire. Nous voyons en Angleterre, au sein du gouvernement de Stafford Cripps, s'ébaucher les mêmes symptômes qui disloqueront le cabinet Queuille. Aux Etats-Unis le problème prix-salaires se pose — là aussi — avec acuité, provoquant de grands remous notamment dans les mines et la métallurgie.

L'argument stalinien selon lequel l'action des masses précipite la chute des gouvernements successifs ne tient pas.

Et ce ne sont pas les quelques débrayages sporadiques qui nous contrediront. Plus qu'une véritable révolte des opprimés, ils sont l'un des éléments moteurs de la nouvelle tactique de « comité de défense des cadres syndicaux ». Ceux-ci sont de plus en plus liés avec le sort de l'Etat de par leur fonction, et ils entendent bien prouver au futur cabinet que rien ne saurait être fait sans eux — nouvelle caste montante — facteur électoral de première importance, contrôlant une grande partie des prolétaires auprès desquels ils conservent encore certain crédit, par l'exploitation habile de leur mécontentement.

Travailleurs, ferez-vous les frais de ce nouveau marché de dupes ?

Joe LANEN.

TERREUR EN ALGERIE

Quelques Nord-Africains ayant choisi entre l'insoumission et la caserne, à titre de représailles, une vaste région d'Algérie est actuellement soumise à une véritable terreur policière.

A ce sujet, des témoins oculaires nous ont communiqué l'article que nous publions ci-dessous :

Un véritable climat de guerre règne sur ces déshérences subitement désertes. La terreur et la panique semées par les brigades de gendarmerie prennent une ampleur extraordinaire. Les ruines et la désolation prennent des proportions terribles. La situation grave qui se présentait mardi est encore plus alarmante. Une centaine de maisons ont été complètement saccagées : les portes

défoncées, les toits démolis, la vaisselle et les jarres brisées ; l'huile, les céréales, les figues, les fèves, le pétrole, tout est mélangé, jeté et répandu par terre. Des vieillards ont été torturés, des femmes violées.

Un exemple entre tant d'autres : Azibi Belkacem Ben Ali, âgé de 90 ans, malade, a été gilloté par le chef de brigade et a reçu des coups de pied d'un autre gendarme à la tête et au visage. Les trois pièces de sa maison ont été littéralement saccagées, et tout ce qu'elles contenaient : 3 quintaux de blé, 2 quintaux de fèves, 30 litres d'huile, 2 quintaux de figues répandus sur le sol et pètri avec de la terre. Ce vieillard, torturé par les tortionnaires qui lui ont arraché les poils de la barbe et de la moustache, ne peut savoir où se trouve sa famille qui fuit comme tout le reste de la population.

Les opérations continuent. Au moment où nous quittons le Douar, à la tombée de la nuit, nous avons appris qu'un commando de gendarmes se dirigeait sur la déchèra de Khercha pour continuer cette œuvre de destruction et de dévastation.

Nous alertons l'opinion publique française et internationale contre ces actes de vandalisme et de brigandage. Ces crimes et ces inimaginables agressions contre de paisibles populations doivent cesser. Une autre Déchère est livrée, sans défense, à la cruauté et à la sauvagerie déchaînées des gendarmes de l'ordre impérialiste. Cette situation insupportable et révoltante ne saurait durer.

Vive DE GAULLE

Le grand Charles attend, disait la manchette du Lib l'autre semaine.

Et de Gaulle de lui donner raison à Versailles au Congrès National R.P.F.

« Nous n'trions pas sur les barricades pour chasser cette coopérative de conservation par la force ! »

Et comme par hasard, Queuille démissionne quelques jours plus tard, laissant le pays sans gouvernement et les partis dans une opposition si nette que Edouard Herriot lui-même ne réussit pas la conciliation.

Plus de 20 jours déjà sans « chefs » ! Et nous vivons encore ! Tiens, tiens ! Pourrait-on s'en passer ? Mais aussi, cet embrouillamini, ne dit-on pas qu'il est dû à certaines dispositions de la Constitution ?

Or, cette constitution est celle de de Gaulle !

Et dans l'état actuel des choses, un homme « à poigne » aurait vite fait de rétablir le calme entre les partis, en les faisant taire bien entendu et en établissant donc son pouvoir personnel.

De Gaulle aurait-il, par hasard, prévu cet achèvement ?

Non, il est bien trop attaché à la République, à la démocratie.

Quand Pétain, sympathisant, au moins, de l'Action Française de Maurras, devenait chef de l'Etat Français, de Gaulle fuyait à Londres retrouver son camarade Churchill dont la parole est aussi riche qu'imprudente.

« Si l'on a quelque chance d'égarer l'ennemi en égarant l'opinion publique de son propre pays, il est légitime de recourir à ce subterfuge. »

Et de Gaulle ne nous a jamais rappelés que toutes les conférences « privées » qu'il avait faites auparavant étaient organisées « par les Amis de l'Action Française ».

(Suite page 2, col. 2.)

Le Gouvernement tente de supprimer le secret médical

N OUS avons dénoncé récemment le nouveau projet de loi « contre l'avortement » destiné à transformer obligatoirement les médecins en indicateurs de police !

Ce projet a suivi son chemin. Il est déjà déposé sur le bureau des Chambres, nous apprenons que le Concours Médical, qui publie le texte du projet, se fait l'écho de l'émotion soulevée par la partie du projet de loi s'attaquant au secret médical et dénonce les allégations tendancieuses de ses auteurs, qui prétendent, dans l'exposé des motifs, se couvrir de l'approbation du corps médical.

Nous ne traiterons ici que des articles 1 et 3 qui visent spécialement la question du secret médical. Signalons toutefois que les autres articles tendent presque tous soit à aggraver les peines prévues contre l'avortement, soit à étendre le domaine des cas poursuivis !

L'article 1 oblige, comme nous l'avons indiqué, médecins et sages-femmes à déclarer, dans les 48 heures tous cas d'interruption de grossesse ; il ne doit être indiqué « ni le nom de la personne qui a éprouvé une interruption de grossesse ni le lieu où celle-ci s'est produite ». Cette restriction va sans doute servir d'hypocrite argument aux jésuites détracteurs de la nouvelle loi hitlérienne : « Il ne s'agit pas, disent-ils, de violation du secret professionnel puisque le praticien ne désigne pas la personne à qui il a donné ses soins ». Futilité ! Les médecins de campagne et, dans une moindre mesure, les médecins de quartier, ont une activité facilement contrôlable et des recoupements permettraient facilement aux enquêteurs avertis que tel jour le docteur X... a donné des soins à une avortée, de vérifier, par des bavardages de voisins, son emploi du temps et de découvrir ainsi l'identité théoriquement secrète. D'ailleurs si cette déclaration devait être inefficace pourquoi vouloir l'imposer ? A moins qu'il ne s'agisse d'un premier pas des-

tiné à être bientôt suivi de quelques autres ; les déclarations doivent être adressées simplement au président du Conseil de l'Ordre mais la suite laisse passer le bout de l'oreille policière : «...sous le couvert du Directeur départemental de la Santé » qui, lui, est un fonctionnaire dépendant de la préfecture ! Enfin, ainsi que le fait observer « le Concours Médical » on doit se souvenir que la loi permet des perquisitions au siège de l'Ordre.

L'article 3 oblige les médecins, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens à déclarer sans délai les agissements d'avortement... cette déclaration doit être faite « au président du Conseil de l'Ordre ou de la profession dont relève le déclarant ». Le président sera tenu de transmettre sans retard, et avec ses observations s'il y a lieu, à l'autorité judiciaire compétente la déclaration qu'il aura reçue sans faire connaître le nom de l'avortée ni l'auteur de la déclaration, sauf autorisation de ce dernier. Il transmettra au déclarant l'accusé de réception du Procureur de la République ».

Cette fois il ne s'agit plus de simple déclaration administrative, mais bien de dénonciation obligatoire : qu'elle ne doive concerner seulement que l'avorteur ne change rien à la chose : le médecin est bel et bien mis aux ordres de la police et cette fois encore il semblait de secret (Suite page 2, col. 1.)

La Nuit du "Libertaire"

LE 11 NOVEMBRE AU PALAIS DE LA MUTUALITE

avec le concours de

LA CHORALE DU GROUPE DRAMATIQUE SPARTACUS
des Auberges de la Jeunesse

de l'Orchestre JOE WILLANT et son accordéon chantant
de VILLABELLA, de LEO FERRE, d'Henry MURRAY, Jane GARDON
de Georges QUEY, des Ballets gitans PEPÉ MINEX
de CRICRI et JO, acrobates comiques internationaux
et de nombreux autres artistes

GRAND BAL DE NUIT

Intermèdes avec le concours des grandes vedettes de la scène parisienn

De Karachi à Tokio les U.S.A. mènent le jeu

par ERIC ALBERT

Le seul, n'est pas encore nettement fixé, il ne saurait tarder de l'être. En Asie, il n'en va pas de même. Là-bas tout est mouvant, instable, amorphe ici, fébrile plus loin. La guerre sévit en Chine, en Indochine. Les guerillas anti-maquis, les antagonismes religieux et raciaux divisent peuples et peuplades.

Ainsi qu'on l'observe dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, les nations — comme l'Inde et les Philippines — qui viennent de conquérir une indépendance relative et essaient d'appliquer le système capitaliste, se caractérisent par une absence totale ou presque de décadence sociale. Pas de nuance. Une poignée de richards et une masse vouée à la misère.

Cette situation forme un terrain social extrêmement fertile et toutes les tendances politiques du nationalisme au bolchevisme s'y affrontent et y entretiennent une instabilité permanente.

En Birmanie, par exemple, six fractions politiques se disputent le pouvoir : les communistes rouges clandestins, les com-

munistes blancs considérés comme les représentants du P.C. officiel, le parti Organisation du peuple, ceux de la « Bande jaune », et de la « Bande verte et blanche » ; enfin des groupes fédéralistes qui tantôt se battent contre le gouvernement, tantôt le soutiennent. Et l'on pourrait faire les mêmes constatations aux Indes, en Malaisie, aux Philippines.

Ces fermentations sociales sont certainement le grand souci des Anglo-Saxons, et sous couvert de lutte anticommuniste, on les voit partout promouvoir les gouvernements « forts » et dociles aux exigences stratégiques.

Aux Philippines, les U.S.A. négocient actuellement la cession de cinq bases navales en vue de leur élargissement et transformation en port de guerre.

Autour du pandit Nehru, une partie serrée se joue présentement entre Londres et Washington, cependant qu'au Japon, Mac Arthur réorganise l'armée et l'industrie lourde, et que l'on fera tout le nécessaire pour que l'Indochine ne tombe entièrement aux mains de Ho-Chi-Minh. En Malaisie, la rébellion « communiste » ou

(Suite page 2, col. 3.)

CULTURE ET REVOLUTION

Un mauvais livre Une mauvaise action LA RELIGION SOUTIENT-ELLE les objecteurs de conscience ?

Au début de l'année, un journal du soir, *Paris-Press*, publia une série d'articles d'un certain Philippe Diolé, ayant pour sujet l'anarchie, et appuyant, bien entendu, sur la note Ravachol-Bonnot. Nous n'avons pas cru devoir relever, à l'époque, cet exploit d'un obscur écrivain obligé de gagner sa vie en exploitant le sadisme contemporain, le goût du « sang à la une », dans un organe de la nouvelle presse pourrie.

Cette fois l'affaire devient plus sérieuse, car il s'agit d'un livre. Dans celui-ci, qui vient de sortir, Diolé s'efface devant Raymond Maney, directeur d'un grand journal, plus célèbre par ses titres que par son sérieux.

Une curieuse coïncidence nous frappe : cet ouvrage (?) sort au moment où le premier tome de *L'Histoire de l'Anarchie*, par Alain Sergent et Guy Harmel, est annoncé pour novembre et suscite l'intérêt des militants de tous bords et du public cultivé. Si manœuvre il y a, elle est habile. Le public sérieux, celui qui achète des livres mais ne peut se permettre de gaspiller son argent (la *Louise Michel*, de Françoise Mauser s'est mal vendue après le livre de Plancher sur le même sujet), se croira renseigné après cette première lecture et ne cherchera pas à mieux connaître la question. Et comment la connaîtrait-il à travers le livre de Maney et Diolé ? C'est la même nourriture creuse que dans la série d'articles de *Paris-Press*. Après une brève esquisse de la pensée anarchiste (pour paraître objectif), le terrorisme et la bande Bonnot envahissent la scène. Encore le jeu des acteurs est-il dépeint grossièrement, sans grand souci de la psychologie complexe dont l'étude est pourtant indispensable en la circonstance.

Plate compilation, d'ailleurs, les auteurs ne se sont même pas donné la peine de compiler la presse d'époque à la Nationale, certaines erreurs

le prouvent. Mais qu'importe. L'essentiel étant de montrer qu'après Bonnot en qui elle se concrétisait tout entière, l'Anarchie est morte. Nos deux lascars ont imprudemment vendu la mèche en écrivant dans la prière d'insérer (car ce sont les auteurs qui font ces prières d'insérer), la gentillesse suivante : « L'Anarchie est morte en tant que mouvement politique, de l'aveu même de ses derniers adeptes », ce qui est évidemment l'expression de la mauvaise foi la plus insignifiante, le plus ignare des Parisiens ne pouvant ignorer l'existence du *Libertaire*, et les intellectuels sachant fort bien que la F.A. est toujours vivante.

Il y a encore, heureusement, des honnêtes gens dans la presse. Louis Pauwels, le jeune écrivain auteur de « Saint-Quentin » et des « Chemins de la petite communication » a montré dans un article de *Carrefour* que l'Anarchie n'avait aucune envie de mourir. Et les « lionceaux » (sic) de la F.A. ne l'égratignèrent pas pour quelques inexactitudes. Qu'un homme indépendant parle de nous objectivement, et même avec une sympathie amusée, brisant ainsi la conspiration du silence qu'on a tenté d'organiser autour de nous, comment ne pas en être touchés !

Pour en terminer avec MM. Maney et Diolé, disons qu'ils ont ajouté l'odieuse au ridicule, en mettant pour épigraphe à leur livre, cette phrase de Jaurès : « Le jour où le même navire emportera vers les terres fébriles de la rélegation le politicien véreux et l'anarchiste aventurier, ils pourrissent l'un et l'autre comme les deux aspects contemporains d'un même ordre social ». Evidemment, le lecteur ne fera guère attention à l'épithète d'aventurier, il ignore d'ailleurs que Jaurès a parlé avec une chaleureuse sympathie du communisme libertaire, donc de l'Anarchie.

Nous suivons avec la plus grande attention les ouvrages qui vont pa-

raître concernant le mouvement libertaire car, outre Alain Sergent et Harmel, un universitaire, Maitron, prépare depuis trois ans un ouvrage d'érudition. Ce n'est sans doute pas à tort qu'une revue catholique parlait récemment de ce « yx de lynx » des anarchistes, et nous tâcherons de veiller au grain de ce côté-là. C'est pourquoi nous ne sommes pas prêts d'oublier le mauvais livre et, bien qu'elle ait déjà sombré dans le gros-soleil, la mauvaise action de ce soi-disant historien qui sont tout au plus des journalistes médiocres.

Il est paru dans *Combat* du 20, une note de lecture sur l'ouvrage précité. Evidemment, nous lisons « qu'il constitue une histoire de ce mouvement si actif en France entre 1890 et 1900 », ce qui est une erreur puisque l'affaire Bonnot commence en décembre 1911. Quoi qu'il en soit, l'auteur de la note oublie tout simplement que l'histoire de l'Anarchie durant cette période, comporte aussi l'action de Pelloutier et de ses amis dans la création et le développement des Bourses du Travail ; le syndicalisme révolutionnaire issu en droite ligne de la doctrine jaurésienne, et animé par des anarchistes ; l'effort de Grave avec les *Temps Nouveaux*, et la sympathie agissante de la majorité des intellectuels et artistes de l'époque autour de l'Anarchie ; l'élaboration doctrinale de Kropotkine et de Reclus ; la lutte menée par la Fédération Anarchiste Communiste, ou figurait déjà Lecoq, contre la déliquescence de la C.G.T. à partir de 1912, et les campagnes pacifistes des seuls anarchistes.

Un certain Coiplet dans « Le Monde » du 16 a cru devoir aussi étaler son ignorance à l'occasion d'une critique du bouquin de Maney et Diolé. Ignorance et perfidie. On gagne sa pécunie comme on peut.

Et voilà comment on fait connaître l'histoire au public, à partir d'un livre insignifiant et de critiques incompétentes.

Le Palais de la Mutualité était comble, l'autre jeudi. Les orateurs ardents furent applaudis avec vigueur. La foule était de leur avis : rien n'est plus beau que l'homme qui refuse de tuer l'homme, malgré l'obligation que lui en fait une guerre, que l'Etat déclare juste. Ce refus est infiniment courageux, les risques en sont grands. L'Etat peut se fâcher, condamner le « coupable », le soustraire à sa famille, dont il est le soutien, exiger une amende d'un gros pourcentage, voire même l'incarcération de l'individu et le faire cacher.

L'entourage, schématiquement influencé, peut aussi stigmatiser la « lâcheté » de l'objecteur et lui rendre la vie très pénible, ou même financièrement impossible, par le retrait de tout travail.

Enfin, un « adversaire » fanatisé peut avoir l'occasion d'achever un jour cet objet, qui appartient à la nation ennemie.

Au moins en vertu de ces raisons, l'objecteur de conscience est courageux. Elle est noble aussi, puisqu'elle procède des sentiments les plus élevés.

Tuer ce jeune homme, plein de santé, dont la vie à venir est pleine de promesses ? Tuer ce père de famille ? Mériter les femmes des autres ?

Ils ne nous ont, eux-mêmes, jamais rien fait. Ils n'ont pas exigé de faire la guerre. Comme nous ils ne retireront du conflit que souffrance, ruine. On leur avait promis, comme à nous, vie meilleure, bonheur, et la tourmente une fois passée, seuls les gouvernants et les trafiquants recueilleront gloire et richesse.

La guerre a-t-elle eu du moins l'avantage de supprimer une injustice ? Voyez plutôt la comédie actuelle qui est celle de tous les temps : quelques chefs seulement ont été supprimés, écartés, et vite on les remplace par d'autres créatures dont on espère une collaboration.

Les soldats tués, mutilés, ou simplement volés de leur temps et de leur liberté pendant la conflagration, se trouvent vite oubliés ; leur sacrifice fut inutile. Leur sacrifice est bafoué par l'entente nouvelle entre les ennemis d'hier qui, sans honte, s'unissent, se prêtent et se disent, contre un nouvel ennemi.

Où, le refus de tuer, de faire la guerre, est courageux, noble ; et satisfait le cœur et la raison — en même temps que les intérêts de l'individu.

Honneur donc à tous ceux qui s'insurgent contre l'obligation militaire et qui veulent qu'en France, et ailleurs, comme cela est fait déjà dans certains pays, cette objection soit respectée.

Honneur à tous ceux qui refusent de porter les armes. Honneur à eux, et peu importent les motifs dont ils se parent. Détails que les différences de motifs.

Lés « discuteurs » sont d'accord sur le fond. Il est manifeste qu'en France des hommes courageux se lèvent et orientent le refus du peuple pour la ou les prochaines « queltes » soient.

Mais, dites-vous, l'Eglise — les Eglises — étaient-elles présentes à ce magnifique meeting ?

Dieu, lui, devait y être, qui se détourne des pasteurs, prétendant parler en son nom. Car Dieu d'après les religions, a dit aux hommes : « Aimez-vous les uns les autres ». Le Christ, dont se réclament les Eglises, a dit à Pierre : « Remets ton épée au fourreau ».

Donc, souvenez-vous avec satisfaction, l'Eglise y était aussi, du moins moraliste, comme cela est fait déjà dans certains pays, cette objection soit respectée.

Aimable interpellateur, votre déception fera peine à voir dans un instant. D'accord, l'abbé Pierre demande à interpellé le gouvernement sur « le scandale des condamnations de jeunes gens et qui se refusent pour de véritables raisons de conscience à accomplir le service armé, s'offrent cependant pour des services civils même les plus pénibles, leux que la Patrie leur demanderait ».

Il oublie d'ajouter que la fabrication de bombes, par exemple, est un service pénible, mais tout aussi nuisible que le service armé.

D'accord, Saint François avait fait obligation à tous les tertiaires de refuser leur serment militaire envers leurs seigneurs ou suzerains.

Mais la méthode était bonne ainsi, de capter l'amitié des serfs et de diminuer

la puissance des seigneurs, parfois peu respectueux de la puissance ecclésiastique.

Au contraire l'Eglise recommandait la guerre, celle des Croisades, qui pouvait lui donner gloire, richesse et puissance. D'accord, l'Eglise dans ses Cours de Religion enseignait : « Quand vous êtes attaqués par quelqu'un, vous avez le droit de vous défendre ».

Mais, quand on est l'attaquant ? Et comment l'Eglise expliquait-elle que dans la dernière guerre, par exem-

ple, ses prêtres encourageaient, en même temps les Français et les Allemands, sans compter les autres ?

Duplicité, qui n'attrape que les naïfs ! Le Cardinal de Retz, jadis, voulait chasser de France Mazarin, pourtant ecclésiastique lui aussi, et les gens disaient du pistolet caché sous le surplis : « Voilà le Bréviaire de notre Eminence ».

Duplicité, esprit belliqueux, intérêt de caste.

En 1345, Humbert II de Dauphiné va combattre l'infidèle, à Rhodes. Il achève ainsi de se ruiner et doit abandonner son royaume à la France, fille aînée de l'Eglise.

Belle récompense de son dévouement ! Et Mauriac avoue :

« Les sermons que nous entendions au collège, resplendissaient d'images guerrières et sentaient la poudre ».

Non, l'Eglise n'était pas au meeting de la Fédération anarchiste. Non, il n'y a pas d'objecteurs soutenus par l'Eglise. L'Eglise aime les guerres, parce que chaque fois elle tente d'en retirer profit : chaque fois son influence y assés de l'amplifier, chaque fois elle y trouve de moins des gens souffrant, qui cherchent consolation et dont l'Eglise s'empare.

Où, l'Eglise aime la guerre qui permet « la loi du plus fort imposée, l'écrasement de l'homme ».

Qui permet encore l'écrasement de certains adversaires sans qu'elle-même soit obligée d'y mettre sa responsabilité légale. Le président du Conseil roumain lui demande :

« Où étiez-vous quand les leaders communistes, Anna Pauker et autres, étaient persécutés et arrêtés ? Pour-quoi n'avez-vous pas protesté à l'époque ? »

Pourquoi ? Pirandello répond : « Chacun a sa vérité ».

Et c'est la pratique de l'Eglise. Elle entretient la haine en France entre les partis, en leur faisant croire à une cer-

taine vérité que les interdictions de l'Index et des confessions ne permettent pas aux fidèles d'apprécier fausses.

Elle entretient la haine entre nations, sous prétexte d'irréligion, de lutte sociale, etc. Chaque fois elle se trouve en même temps dans les deux camps et maintient l'excitation.

Mgr Theas, à Lourdes, le disait récemment : « La Paix sera chrétienne ou ne sera pas ».

En bien non, pas de cette fausseté. Que tous les hommes rejettent le joug des Etats et des religions. Qu'ils se lèvent, s'unissent.

Les paroles de Garraud au sujet de l'Union Française sont vraies pour l'Univers : « Lorsque les hommes se comprennent et s'apprécient, ils forment une union solide et durable. Hors de cela il n'y a rien de valable et d'humain ».

Rejetons donc ceux qui nous empêchent de nous comprendre et de nous apprécier — cette Eglise — parjure aux ordres de son Dieu, et qui s'est infiltrée partout, à un tel point que rien ne se fait sans elle.

Ne la laissons pas prendre ou reprendre les guides en Allemagne où Schumacher se plaint des interventions nombreuses et directes du clergé dans la politique.

Ne la laissons pas s'allier avec la Lamda du Tibet qui envoie 3.000 séminaristes à travers l'Asie, chargés de dresser un front spirituel contre le marxisme (pour commencer).

Ne la laissons pas reprendre le contrôle absolu de ses écoles, qui demande en Hongrie, Mgr Gros et qui dit « L'avenir de la Patrie et de l'Eglise s'exige ».

Ne la laissons pas, jouant toujours sur deux tableaux, gagner toujours, aux moindres risques.

Rappelons à tous ceux que nous approchons que l'Eglise n'est pas, ne peut pas être près des objecteurs, mais qu'elle contraindre elle-même la guerre et que la guerre lui est profitable.

Et si l'un de nos auditeurs est encore aveuglé par le prestige religieux, rappelons-lui que l'Eglise elle-même apprend aux théologiens qu'elle n'est qu'un instrument, que Dieu se passe d'elle ; que le libre-penseur, l'athée, peut s'élever de bonne foi, parvenir au Ciel sans passer par l'Eglise.

Vite elle ajoute : ces vérités sont dangereuses, aussi ne peut-on les publier largement.

Votre auditeur a compris ?

Françoise Mauriac l'encourage : « De toutes les formes de courage, c'est sans doute la moins répandue, le courage de renoncer à la communauté à laquelle nous appartenons, si nous devons nous en servir le crime ».

LES LIVRES

Lettre à Léon Blum

par Claude HARMEL

Pourquoi Claude Harmel a-t-il choisi de s'adresser à Léon Blum pour dresser le bilan lamentable du socialisme ou plus justement du parti socialiste ? C'est que l'auteur a eu en Léon Blum un maître, qu'il a longtemps été comme envoyé par l'indiscutable prestige de celui qui a peut-être cru réincarner Jaurès.

Et puis, Harmel, à juste titre, accorde à Blum une lourde part de responsabilité dans la sclérose du parti socialiste. Avec un talent auquel il faudra bien un jour la « grande » critique applaudisse, Claude Harmel met en lumière les impuissances pitoyables du socialisme de Blum, le creux et l'inaudation des « solutions » dont il fut le champion : sécurité collective, union sacrée, antifascisme artificiel.

Harmel démonte le mécanisme de « logique » par lequel Blum pacifiste devait en venir pratiquement au bellicisme, comment Blum socialiste mais prisonnier de vieilles formules ne sut pas voir les raisons du succès populaire des fascismes, ni analyser le phénomène totalitaire. Mais par instants, une sorte de piété resurgit, Harmel semble s'attendrir même devant les efforts sincères de Blum. Il y a peut-être en effet quelque chose d'émouvant dans l'obstination de cet homme à vouloir concilier les inconciliables, l'humanisme et l'étatisme, mais cette obstination pourrait tout aussi bien attirer le mépris ou la colère.

Nous ne saurions passer sous silence les thèses, à notre avis mal étayées et dangereuses qu'Harmel oppose au socialisme monifié. Il semble bien qu'Harmel ait été trop sensible au contenu « socialiste » du national-socialisme, qu'il se soit laissé imprégner d'un certain goût pour la mystique fasciste de grandeur, de culte de l'histoire, du sol, de la race même.

Cela se sent à travers les pages où il célèbre la grandeur de l'Histoire, la destinée des races d'Europe, la valeur d'un néo-socialisme « épuré » certes — mais reposant encore sur la confiance, la magie des fêtes, les institutions de la jeunesse, l'émotion collective. Certes, Harmel fait sa place à la Commune, il veut limiter l'Etat, réincarner l'Homme, mais dans un monde fédéraliste et en ceci il est peut-être plus près qu'il ne le pense des anarchistes, mais faute d'avoir assez précisé ses aspirations, d'avoir aussi quelquefois volontairement donné congé à la poésie, l'auteur risque de voir trop d'hommes (je pense à de quelconques néo-fascistes) lui prendre plus qu'il ne voulait leur donner et emprunter pour un but détestable à des notions justes et profondes.

Thèse dangereuse aussi, et douteuse, que celle de l'incapacité des masses ouvrières. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour écrire cela, que nous ne sommes pas de ceux qui accordent — on ne sait pourquoi — au prolétariat pris en masse une mission historique

particulière ou une conscience plus claire ou une dignité plus grande qu'au reste des hommes. Ce que nous affirmions, c'est qu'il est au moins aventureux de confondre la faillite ouvrière de ce début de siècle avec une incapacité congénitale. Là encore, il nous semble qu'Harmel se laisse trop emporter par le souffle qui anime son œuvre, par la magnificence (le mot n'est pas excessif) de l'écriture, la beauté insolite des images qui viennent éclairer à chaque instant la pensée. Harmel cède au goût de la perfection formelle de l'enchaînement, de la période et donne lui aussi, très inconsciemment sans doute, dans le paradoxe ou l'esprit de système. Par exemple, lorsqu'il affirme assez à la légère, quoi qu'il en pense, le bellicisme profond des masses. S'il y a d'obscurs desirs dans les masses, c'est peut-être plus le désir de l'aventure ou du grandiose ou du combat que de la guerre elle-même, et il y a aussi chez les masses, tout aussi puissantes, des forces qui les portent vers la fraternité, la communauté dans le bonheur.

Erreur aussi, lorsqu'Harmel écrit, page 147, que l'anarchie, brisant les contraintes sociales, rendrait l'homme à une hypothétique liberté naturelle. Certes, l'anarchie est autre chose que le fédéralisme mitigé, le prouidisme timide d'Harmel. L'anarchie ne veut briser que les contraintes artificielles, pour créer l'humanité vraie, où Liberté et Société ne sont plus que deux termes d'une même chose.

En vérité, Harmel se laisse entraîner par son talent presque à chaque fois

Subir ses maîtres, tel est le premier commandement de la monarchie.

Choisir ses maîtres c'est le dogme de la démocratie.

Se passer des maîtres, abolir l'autorité, c'est le dernier mot du socialisme, l'idéal du gouvernement de l'humanité.

G. DUCHENE.

A nos souscripteurs

Afin d'éviter toute réclamation concernant les souscriptions reçues, celles-ci paraîtront régulièrement dans le « LIB » au fur et à mesure de leur arrivée avec indication de période. Nous prions nos camarades de nous excuser pour la non-parution régulière jusqu'à ce jour, mais notre format nous oblige bien involontairement de sacrifier parfois une liste de souscription à un article de brûlante actualité.

LA REDACTION.

qu'il nous semble cotoyer l'erreur. Ainsi, on sent en lui une foi profonde en la volonté et la dignité de l'homme, sous-jacente, malgré le scepticisme superficiel à propos de la capacité socialiste des masses.

L'intérêt de la critique du socialisme de Léon Blum réside en ce que cette critique est celle d'un socialiste. Mais c'est cet intérêt à côté du plaisir qu'on éprouve à lire l'ouvrage d'Harmel ; Claude Harmel a voulu surtout faire de la critique et de l'analyse sociale.

A côté d'une connaissance érudite, profonde et intelligente de l'histoire, il y a trop d'erreurs d'appréciation « politique ». Harmel nous aura donné sur-tout, et tel passage sur la naissance de l'humanité suffirait à notre jugement, un extraordinaire poème, avec des accents de vraie épopée.

Que nos camarades lisent ce livre. Ils en dépasseront facilement les jugements excessifs ou erronés pour y trouver un sens puissant de l'espèce et de sa destinée, à aimer un tempérament de vrai socialiste.

FONTAINE.

Société des Editions S.G.A.P.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social 15 fr. (25 fr.). — P. BERNARD : Le Fédéralisme Libertaire 10 fr. (20 fr.). — G.-A. BONTEMPS : L'Esprit Libertaire 5 fr. (10 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie 20 fr. (30 fr.). — Communisme et Anarchie 10 fr. (20 fr.). — Aux Jeunes Gens 10 fr. (20 fr.). — R. ROCHER : De l'autre Rive 3 fr. (8 fr.). — Y. FOUJER : Réflexions sur un monde nouveau 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens 20 fr. (30 fr.). — BARBETTE : Pour la Justice Economique 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale 5 fr. (10 fr.). — P. GILLE : L'Intégration Humaine 10 fr. (20 fr.). — P.L. : La Liberté 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies 1934 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMMEUX : Catalogue Libertaire (1934-1937) 40 fr. (65 fr.). — G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie 10 fr. (20 fr.). Evolution, Révolution 10 fr. (20 fr.). A mon Frère le Paysan 10 fr. (20 fr.). — G. BERNIER : La Société sans Etat 20 fr. (30 fr.). — L. Michel : Prise de Possession 15 fr. (25 fr.). — MALATESTA : Entre Paysans 15 fr. (25 fr.). — ERNEST-TAY : Tu es le Peuple 5 fr. (8 fr.). — J. GRAYE : La Société mourante et l'Anarchie 125 fr. (155 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILION : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste 5 fr. (8 fr.). — P.J. PROUDHON : La Justice poursuivie par l'Eglise 500 fr. (570 fr.). — La Révolution Sociale 500 fr. (570 fr.). — Lettres aux Propriétaires 500 fr. (570 fr.). — Principes d'Organisation politique 500 fr. (570 fr.). — J. DUBOIS : L'Economie Distributive 75 fr. (90 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol, en espagnol) 100 fr. (130 fr.). — J. BURNHAM : L'Ere des Organismes 300 fr. (330 fr.). — ERNEST-TAY : La Contre-Révolution Etasienne 15 fr. (20 fr.). — E. LUXEM-

BOURG : Réforme et Révolution 90 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe 60 fr. (75 fr.). — SERGE : Le Nouveau Impérialisme Russe 40 fr. (50 fr.). — R. LOUZON : L'ère de l'Impérialisme 80 fr. (95 fr.). — M. COLINET : La Trahison du Marxisme 380 fr. (410 fr.). — C.A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité 120 fr. (135 fr.). — P.L. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — M. GRAHAM : Pont de la Liberté, Pont de la Violence 10 fr. (15 fr.). — E. de la BOETIE : Discours de la Servitude volontaire 300 fr. (330 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue 350 fr. (420 fr.). — M. BAKOUNINE : La Révolution Sociale et Dictature Militaire 210 fr. (240 fr.). — P. GILLE : La Grande Métamorphose 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme 280 fr. (290 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution 100 fr. (130 fr.).

REVUES

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 4, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », n° 31, le N° 30 fr. — « Ce qu'il faut dire », n° 64, le N° 30 fr. — « Défense de l'Homme », n° 9, 10, 11 et 12, le N° 40 fr. — « L'Unique », n° 42, le N° 15 fr. — « L'Idée Libre », septembre, le N° 20 fr.

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort 570 fr. (640 fr.). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infinit 200 fr. (230 fr.). — Le Yogi et le Commissaire 240 fr. (270 fr.). — E. KOOGAN : L'Enfer organisé 300 fr. (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontières 595 fr. (665 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français 480 fr. (550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportée en Sibérie 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulous 880 fr. (925 fr.).

POUR LE "LIBERTAIRE"

Liste de souscripteurs du 27 août

au septembre reçues à la Permanence
Brirot, 100 XXX. 30; Fobas, 500; Jean-
not et Janette, 200; Rivallan, 200; Gazeilles,
50; Schlinger, 40; Frédo, 1.000; Groupe Val-
de Montmorency, 150; Lenterios, 100;
J. A. 60; Segal, 50 fr. 40; Bertrand, 30;
Jaquet, 100; Deschamps, 400; Groupe
Enghien, 500; Cano, 500; Angelo, 500; XXX,
50; Espagnol, 300; Taget, 100; Audert,
200; Colombe, 500; Riton, 50; Perle, 50;
Jacky, 150; X., 50; Gil Groupe V., 200;
XXX, 50; André, 100; Michèle, 100; Beau-
jean, 100; X., 50; Robin A., 50; X., 50;
Hédo, 300; Châteauneuf, 100; Vire l'ido, 200;
Yv., 100; Bonnet, 50; Quer, 100; L'Emile,
100; Starcke, 50; Geles, 50; un camarade,
40; Sautier, 500; un camarade, 50; Sarasin,
100; Petit Louis, 30; Hispano Colombes, 50;
Baista, 50; Robert et Georges, 50; X., 50;
D. Thomas, 200; Choard, 500; Ecoure, 100;
J. B., 100; Adier, 100; Jung Blut, 250; Cha-
palain, 20; lectrice D.J., 100; Bouillet,
50; J.-M. Meyers, 500; Harny, 100; un cam-
arade, A., 200; Dubouat, 100; A., 15; Ma-
nuel, 250; Compain, 100; Baclet, 100; Groupe
ITE, 40; un lecteur Avignon, 70; Eberlin,
500; J. B., 100; Biret, 100; Dardolli, 100;
130; Vincent, 100; Quelen, 100; Saulnier, 100;
R. B., 100; Ader, 100; Jung Blut, 250; Cha-
palain, 20; lectrice D.J., 100; Bouillet,
50; J.-M. Meyers, 500; Harny, 100; un cam-
arade, 30; Gordon, 50; Lacolle, 10; Bosclet,
10; Pautrat, 100; Lois Levallois, 350; Moni-
que, 200; Pournier, 300; un vieux compa-
gnon, 1.000; Brirot, 50; Mercier, 20; XX., 40;
Paris, 50; Morata, 30; Noël, 50; R. B., 50;
Morit, 110; Karabo, 1.000; Ecoure, 120; Du-
mas, 20; Foaba, 50; Noël, 200; Billier, 50;

Mandal, 100; Falo, 150; sympathisant Mont-

parnasse, 100; Marcel Levallois, 3.000.

Souscriptions reçues par mandat

du 27 août au 30 septembre
Antoine, 600; Delahaye, 500; nort, 50; Ca-
rassus, 200; Longuet, 100; Pucel, 200; Pa-
illon, 200; Organd, 500; Passot, 500; Vi-
valli, 50; Mascart, 50; Commandant Pissard,
1.000; Soulier, 500; un Lynx, 100; Bruno,
50; Léantur, 100; Bochaion, 150; Berthet,
200; Steadant, 150; Dotem, 100; Groupe
Pierre Martin, Vienna, Isère, 500; Mossat,
400; Bianco, 150; Odette et Georges, 100;
Palimre et Hoche, 120; Bourguignon, 50; Bu-
ron, 100; Campagnon, 100; Liste n° 1.500; Fel-
bert, 350; Sautier, 500; Roche, 500;
Mare, 70; Cabillon, 500; Amiel, 500; Lan-
draud, Groupe de Saint-Marcel (Ardeche),
1.500; Mougen, 200; Constantin, 200; Tricen,
1.000; Neplax, 100; Mercier, 500; Roche, 500;
Lemoine, 70; Chailat, 200; Dugne, 220; Cat-
tel, 100; Petit, 100; Meunier, 200; Durbaud,
400; Delage, 100; Sansonetti, 90; Le Guillou
et un camarade instituteur, 1.000; Philastre,
500; Mallevat, 200; Molle, 200; Urbano, 40;
Lindwig, 100; Groulet, 150; Théron, 50; Miche-
letti, 50; Lecointe, 50; Vivas, 100;

LA CONFEDERATION du Travail indépendante

AINSÍ une nouvelle centrale syndicale vient de naître de débats fort polémique, unanimes — ou peu s'en faut — puisque ne réunissant que des gens bien : Belin, le cynique, Bardelet, le prétentieux, Parsal, Guiraud, Moutardier, etc. De l'espèce, que M. Villiers appelle des éléments « raisonnables ».

Le Congrès constitutif des Indépendants (ce ne sont pas des peintres) avait été comme il se doit remarquablement préparé et les délégués priés, suppliés, attirés (2.500 fr. de frais de dépla-

par NORMANDY

cement). Les journalistes avaient même reçu l'ordre (sic) de faire beaucoup de bruit autour de ceux dont on n'a pas encore oublié l'activité pendant l'occupation. Une tentative de dédouanage en quelque sorte. Et, pour atténuer le mauvais effet produit par l'ordre péremptoire de chefs à subordonnés chez les enjoliveurs de la presse, le bureau de la future centrale, s'inspirant de Zaharoff (1) avait largement ouvert un banquet avant d'ouvrir les débats... et son portefeuille bourré de dollars browniens et de chèques gaullistes.

Tant et si bien que délégués et bonzes en puissance, purent, les 21, 22 et 23 octobre, psalmodier les litanies du dogme association capital-travail cher à Charles de Gaulle, prétendant au royaume de France.

Participation aux bénéfices, réduction des charges patronales, arbitrage obligatoire, plan Marshall et pacte de l'Atlantique voisinent allègrement dans le programme adopté avec les conventions collectives, le renforcement de la hiérarchie par le reclassement professionnel et une revalorisation des salaires et traitements en fonction de la production.

Une centrale de plus qui ne rassemblera que les lièvres rabatus par des sergents recruteurs.

Une « création » spontanée, aidée par l'A.F.L. et le haut patronat, qui a au moins le mérite de dédouaner les autonomes parmi lesquels les mal intentionnés et les dupes avaient cru voir se glisser quelques éléments douteux et la philosophie délicate du « héraut » de Londres.

Une centrale qui, sous couvert de syndicalisme n'est que le prologue de la mise au pas définitive du monde ouvrier.

Une vraie centrale, mais dans le sens de prison.

(1) « Tout le monde est à vendre il suffit d'y mettre le prix ». (Zaharoff).

Les révolutionnaires et le regroupement syndical

APRÈS tout, les révolutionnaires, qui ne sont pas tous forcément dans les syndicats dits tels, n'ont rien à se reprocher : qu'ils soient à F.O., aux Autonomes, à la C.N.T. ou ailleurs, ils ont parfaitement bien fait de quitter la C.G.T. Il eût été beaucoup mieux, évidemment, de la quitter dès 1945, et en masse ! Mais c'est la propre des révolutionnaires de n'être jamais d'accord que sur quelques points. Ce qui laisse présager de beaux jours à ceux d'en face. Lesquels, malgré leur peur — paraît-il — ne se font pas trop de bile.

Car eux non plus ne sont pas d'accord sur tous les points. Mais ils savent faire bloc contre l'ennemi commun : le révolutionnaire multiple. Ce qui leur permet de le battre régulièrement, en détail.

On est donc amené à tolérer comme logique la cascade des diverses centrales nées de la scission. Car en fait, il n'y eut qu'une scission. Il fallait que l'essai fût fait pour chacune des tendances.

Il est difficile, aujourd'hui, de soutenir que l'épreuve n'est pas conclutive. Aucune de ces nouvelles centrales n'a réussi à attirer à elle la majorité des mécontents. La plus grosse part de ces derniers reste dans l'expectative. Elle attend patiemment que tout le monde se mette à peu près d'accord et se regroupe. Et rien ne changera maintenant, tant que ce regroupement ne sera pas chose faite. On peut tenir pour assuré que, des Autonomes à la C.N.T., le plein est presque atteint. Les non-syndiqués sont bien décidés à attendre la réforme. Même à la C.G.T., il y a ce genre d'attitude, qui ne la quitteront que pour aller à quelque chose de solide.

Il s'agit maintenant de savoir si les révolutionnaires mettront éternellement leur position personnelle, c'est-à-dire leurs principes révolutionnaires variés, au-dessus de l'intérêt de la masse, qui souffre de cette division. Il s'agit de savoir s'ils préfèrent continuer leur dialogue de sourds et fermer les yeux sur leur impuissance.

Du point de vue purement révolutionnaire, il vaut mieux qu'ils restent « entre eux ». C'est le meilleur moyen

d'avoir toujours raison, et de ressentir une intense satisfaction intérieure. Quitte à capituler tous les jours dans le combat, par manque de possibilités. Quitte à n'avoir aucune influence réelle, et à laisser la C.G.T. battre le haut du pavé, bien qu'elle ne représente plus qu'à peine 30 % du monde ouvrier.

Nous pensons que la démonstration de ces trois dernières années est suffisante, et que c'est trahir le prolétariat que de vouloir la continuer, pour des satisfactions purement personnelles. Quand nous disons « personnelles », nous ne faisons pas de questions de personnes, encore que ce chapitre mériterait d'être étudié. Nous voulons seulement parler de la « personnalité » des diverses tendances syndicalistes révolutionnaires. Il est temps qu'on pense à celui qui souffrent, avant de penser à soi-même. Ou bien il faudra, avant peu, que chaque tendance capitule à son tour, devant des forces qui seront autre chose que des forces dictatoriales.

SYNDICALISME HONGROIS...

LES réformes sociales procurent encore quelques satisfactions. Dans la jeunesse il y a un certain pourcentage d'exaltés. Mais les salaires réels sont en baisse, le relèvement des normes exige un travail de plus en plus exténuant. Une fois la journée de travail finie, d'innombrables réunions politiques de toute sorte — syndicales, du parti, des femmes, d'autres encore — auxquelles il est dangereux de chercher à échapper réduisent l'autant les heures de loisir. Les syndicats sont chargés avant tout de pousser au rendement : « Du fait que tu travailles pour l'Etat socialiste, explique-t-on à l'ouvrier, c'est-à-dire pour la classe ouvrière, c'est-à-dire pour toi-même, il ne s'agit plus de te défendre comme quelque chose contre l'ennemi de classe, mais de produire. »

« AINSI LES TRADITIONS SYNDICALES, QUI AVAIENT POUR BUT DE PROTEGER L'OUVRIER CONTRE UNE FATIGUE EXCESSIVE AFIN DE LUI PERMETTRE D'ÊTRE UN HOMME UNE FOIS LE TRAVAIL FINI, sont présentées comme simple instrument de lutte de classes (et quelle lutte de classes ! N.D.L.R.), perimé du moment où cette lutte a cessé. Aucune décision importante des syndicats ne peut d'ailleurs être prise sans l'approbation du parti. Et les ouvriers ne peuvent plus présenter leurs doléances que par l'intermédiaire de leurs délé-

gués syndicaux, pour la plupart membres de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un cas ou l'autre le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMBREUX NE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix. Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour fausser les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GRÈVE ÉTANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétaire qu'à accepter son sort... »

Ce témoignage est de Serge Karsky. Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

...ET TCHÈQUE

« PRACE », organe officiel de la C.G.T. tchécoslovaque, nous apprend que les comités locaux de Prague ont installé depuis quelque temps des réseaux de « confidentiels » chargés de renseigner la police sur l'activité déployée par leurs voisins.

Comme sous Hitler. Mais celui-ci ne faisait pas accomplir au « syndicalisme » le travail de la Gestapo.

LYNX.

LES ÉDITIONS DU LIBERTAIRE

Les camarades, membres de la Coopérative d'éditions, se réuniront le jeudi 27 octobre, à 21 heures précises, 145, quai de Valmy.

Les membres de la Fédération Anarchiste qui voudraient assister à la réunion, devront donner leurs adhésions aux membres responsables qu'ils trouveront dès 20 h. 30 à la même adresse.

AVIS IMPORTANT

La Coopérative des éditions du Libéraire a décidé d'éditer une importante brochure en langue allemande *Wege zur Freiheit*

(Les chemins de la liberté). Cette brochure est destinée à être largement diffusée parmi les travailleurs allemands.

Si vous voulez coopérer à l'édition de cette brochure, si vous voulez aider les camarades allemands, envoyez les fonds à : *Moine André, 10, rue Richat, C. C. P. 4730-04, Paris. Prière de préciser : Coopérative, Éditions du Libéraire.*

Les groupes sont priés de régler et de passer leurs commandes des brochures « Anarchisme et Abondance », « Tu es anarchiste » et de la prochaine brochure « Le Communisme », directement au camarade Moine.

Appellez ça comme vous voudrez... **Fernand ROBERT.**

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

La liberté des salaires

PAR J. BOUCHER

LES ministères se suivent et se ressemblent. Qu'ils soient socialistes, radical, émerpiste, gaulliste, tripartiste ou multipartiste. Qu'ils s'affublent du qualificatif économique, dirigiste, semi-dirigiste ou libéraliste. Et cela dès avant 1939 — 1936 devaient-on préciser.

C'est en effet depuis cette date que les centrales syndicales ont abandonné le principe de discussion directe des salaires entre patrons et ouvriers. Depuis « Matignon » !

En 1944, à la « libération », ce furent « nos » ministres qui établirent les normes de travail, les « minimum vital », les indices du coût de la vie. Féroce, ils contrôlèrent NOS salaires. Depuis, ces hommes ont fait école et ce qui n'était que « provisoire », est devenu permanent. Aujourd'hui, grâce à l'intervention de l'Etat dans les budgets patronaux et ouvriers, TOUTES les centrales syndicales officielles se trouvent corsetées, dans l'incapacité de se mouvoir hors du « politique ». Cette intrusion du politique dans l'économie, que nous ataquâmes voici quatre ans, n'a fait que renforcer la politisation des organisations syndicales et les laisse pantelantes devant le problème des salaires et des prix. Pour ne pas avoir compris dès la fin de la guerre que le contrôle ouvrier des moyens de

production et de gestion s'imposait, que la lutte contre l'Etat-patron était plus que jamais nécessaire au règlement du conflit opposant patrons et ouvriers, les confédérations se sont vouées à l'impuissance. C'est le sens des responsabilités qui leur a manqué et leur machiavélisme s'est retourné contre elles. Au travailleur, une fois de plus, à payer l'addition de la trahison.

Pouvoir d'achat diminué de 50 %, offensive patronale et des cadres — devenus soldats de la classe dirigeante — pénurie maintenue dans l'abondance, destructions de richesses naturelles alors que les petits ne peuvent vivre décemment, chômage envahissant, profits accrus, tout cela est à mettre au compte de l'abandon de la lutte de classes et du chauvinisme. Le circuit est bouclé et le serpent se mord la queue. Le serpent ? C'est la C.G.T., la C.G.C., la C.F.T.C., la F.O. (d'accord avec les staliniens avant la scission). Un serpent multicolore, un serpent à plumes atteint de danse de saint Guy.

Rien n'aurait transpiré, personne — à part quelques exceptions — n'aurait eu dans les brancards si l'Etat s'était appliqué à dénouer le nœud économique, si les contradictions capitalistes avaient été atténuées au maximum, si les monstres veinoureux s'étaient contentés de reconstruire les espaces dévastés, si les condottières modernes n'a-

vaient été vaccinés à l'impudence. Toutes solutions hybrides que la forme de l'Etat et du capitalisme atomiques ne pouvaient évidemment admettre. Aujourd'hui, à cause de l'inconscience et de la voracité des maîtres, l'économie entre en conflit avec le politique et l'arbitre est à nouveau le monde ouvrier. Sans que celui-ci le désire.

A-t-il seulement compris le problème, ce monde ouvrier ? A peine et confusément. Parce que la période d'euphorie chauvine lui a laissé le culte de l'inaction, le culte DE LA BUREAUCRATISATION DE L'ACTION. Il s'était habitué à recevoir sans exiger, à demander sans se servir lui-même. « Je paie mes délégués syndicaux, mes députés, disait-il. A eux de faire le travail. » Or, l'Etat veillant, ce travail ne pouvait être que mal fait, les délégués ne pouvaient que trahir puisque vivant du système.

Aujourd'hui, devant l'échec des politiques et l'aggravation de la misère, les couches profondes commencent à remuer. Elles demandent à « leurs employés » de rendre des comptes et, comme ceux-ci sont incapables de leur en donner, un fossé se creuse entre dirigeants et dirigés.

Centrales réformistes ou répliques syndicales de mouvements politiques sont vouées à l'échec parce que profondément discréditées dans l'esprit des masses, parce que ayant fait montre de leur incapacité et de leur impuissance face à l'Etat. Il faudrait, pour que la cure de désintoxication soit complète, que le prolétariat rompe DEFINITIVEMENT ET DUREMENT avec la conception bureaucratique de l'action, qu'il reprenne en main ses destinées, qu'il comprenne que seule l'action directe, indépendante, ECONOMIQUE, est la planche de salut. L'ennemi n'est pas tel ou tel Etat, tel ou tel gouvernement, mais l'ETAT, mais le GOUVERNEMENT et leur élément premier le Patronat. Tant que la classe ouvrière ne comprendra pas que le seul adversaire reste la bourgeoisie — le capitalisme — le SYSTÈME, le problème salaires-prix ne sera pas résolu et les formations syndicales-politiciennes se perpétueront. En s'accrochant au dirigisme en matière de salaires, l'Etat joue son jeu. Aux travailleurs de jouer le leur en commençant par exiger la libération des salaires. Mais attention ! Cette libération des salaires doit se doubler d'une ga-

rantie de l'emploi par la réduction des heures de travail et une rémunération permettant de vivre.

Si ces garanties n'étaient pas obtenues, nous verrions bientôt le chômage prendre le relais lâché par les gouvernants et imposer au monde ouvrier des conditions de vie encore plus précaires. Rien sans que l'un suive l'autre.

Cela n'est possible que par une « renversée » brutale de la part des militants conscients et par le retour à un syndicalisme lutte de classes, autonome des partis, des gouvernements, des Etats.

J. BOUCHER.

SPORT... !

« La glorieuse équipe de France de football, malgré M. Rimet, récemment démissionné, a tenu en échec la réputée équipe titiste de football. Nos valeureux joueurs ont égalisé in-extremis malgré les sorporifiques que la police du football américain-trotskiste avait versé dans leurs aliments à l'insu de Georges Briquet. »

C'est ce que nous nous attendions à lire dans l'*Humanité* au lendemain du match de football France-Yugoslavie (1-1) comptant pour la Coupe du Monde.

Pas même cela ! Le résultat sec. En trois petites lignes microscopiques. Mais patience, le 30, à Colombes, pour le match retour, nous allons pouvoir au moins, jour de la prose circonstanciée de Simone Téry.

BOUEURS

Voilà où vous conduit la C.G.T. et les centrales réformistes défendant la hiérarchisation des salaires :

Après cinq jours de grève vos chefs se voient attribuer une reclassification de 15 points (chefs cantonniers) et 20 points (chefs principaux). Les autres catégories n'obtiennent aucune majoration de salaires. En compensation, l'effectif actuel des ouvriers est maintenu. Ceci ne compense pas cela.

Boueurs ! vous avez fait grève pour la revalorisation des salaires de vos chefs. Et vive la C.G.T.

REVUE de la PRESSE syndicale

Notons en passant dans la « Vie Ouvrière » (C.G.T.) la ferme opposition de la centrale stalinienne à tout mouvement de grève générale ou insurrectionnelle. (Nous n'en avons jamais douté.)

Grève générale décrétée dans la région parisienne !

A travers presse et radio, à grands renfort de cris et de titres, c'était la dernière « trouvaille » de la réaction !

Or, on peut lire et relire le communiqué de l'U.D. Pas une seule fois il ne s'est agi d'une « grève générale » ! On ne parle dans ce document que d'arrêts du travail, manifestations et votes, de résolutions de protestation.

Menteurs ! Lors de la glorieuse grève des mineurs, « ils » l'avaient qualifiée de « grève insurrectionnelle » pour mieux justifier les assassinats de Moch et pour effrayer les gens.

Nous soucrivons volontiers à l'indignation de la C.G.T. Voyons ! prétendre que celle-ci proposerait aux travailleurs la « grève générale » comme arme de combat ? quelle infamie ! bien digne d'une politique de soumission au capitalisme anglo-américain.

F.O. est, comme chacun sait, profondément attachée à la cause de la paix — du moins bon nombre de ses militants l'affirment — tel J. Valéry dans « La Métallurgie Syndicaliste » (organe F.O. des métaux de France et d'Outre-Mer).

A notre vîte stupéfaction, nous avons reçu, il y a huit jours, une délégation des Ets Brandt (Nantes) composée d'un C.G.T., d'un C.F.T.C., d'un C.G.C. et d'un F.O. nous demandant de leur obtenir une audience au ministère des Forces armées pour débattre une commande de fusils.

Doit-on continuer à refuser, comme chez Voisin, des commandes de motocyclettes sous prétexte que celles-ci sont commandées par la Défense nationale ?

Doit-on continuer à refuser, comme chez Delahaye, des commandes d'automobiles sous le même prétexte ?

Enfin, plus loin, concluant : Soyons sérieux, camarades, l'ouvrier français veut travailler ; si la Défense nationale passe des commandes, elle empêchera le chômage pour une partie de la classe ouvrière.

Laissez, de grâce, passer des commandes de moires, de chenillettes, d'échelles de pompier et, de tout votre courage, luttiez pour conserver votre travail, pour améliorer votre pouvoir d'achat, laissez les politiques démagogues critiquer ce qu'ils adorent : le chômage.

Remarquons le caractère douteux de cette délégation — style très unité d'ac-

tion — qu'émanant du ministère des Forces armées le déblocage d'une commande de fusées — dont on connaît l'utilisation pacifique dans la fabrication des obus. Le « déblocage » n'est pas du côté qu'on pense.

Nous pourrions à notre tour demander à Valéry d'être « sérieux ». Ce syndicaliste en est encore à faire une distinction entre le matériel de guerre proprement dit (canons, tanks, mitrailleuses, etc.) et le matériel « auxiliaire » (motos, chenillettes, etc.) tout aussi utile que le premier dans une guerre de mouvement.

Le fait que les travailleurs ont besoin de vivre n'est pas une excuse majeure. Si les ouvriers qui usinent la bombe atomique d'Hiroshima avaient eux aussi « besoin de vivre », les résultats n'en seraient pas moins leur attitude. De même les flics — pourrait nous rétorquer Valéry — ont aussi « besoin de vivre ». Mais pour que ceux-là satisfassent leurs besoins, d'autres crèvent.

Décidément, ce J. Valéry est un récliviste de l'absurdité, et donne beaucoup de travail à votre service. Nous tirons quelques lignes d'un article qu'il intitule résolument : « Dernier avertissement » (Les Métaux F.O. de la R.P.).

Ceux qui, comme nous, ont toujours demandé l'amélioration de leurs moyens d'existence par une baisse réelle du coût de la vie, sont obligés désormais de demander, avec plus de violence que jamais, une augmentation des salaires.

Et pan ! sur le crâne de Bouzanquet qui affirmait — il y a de cela peu de temps — que la baisse était chose acquise.

PICARD.

C. N. T.

Fédération des Fonctionnaires

Services Publics et Santé

La période actuelle nécessitant une tactique toute spéciale, la Fédération fait appel à tous les camarades actifs des services publics et santé de la Seine pour effectuer un regroupement et prendre toute décision, afin que les principes C.N.T. soient largement diffusés dans tous les services.

Répondez à notre appel en écrivant au camarade secrétaire de la Fédération.

Services Publics et Santé, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, qui convoquera ensuite individuellement pour la prochaine réunion.

Le Gérant : J. BOUCHER

Impr. Centre du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-20

AUX SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

« Aujourd'hui on peut dire que Benoît Frachon a, par sa lettre ouverte aux ouvriers de Chenard et Walker, dans laquelle IL DÉNONÇAIT CEUX QUI NE PARLENT DE GREVE GENERALE QUE POUR PARALYSER L'EFFORT DE LA CLASSE OUVRIERE, rendu un fier service à tous les travailleurs. »

SAUVADET, de la C.G.T. (Humanité du 19-10-49.)

CONFEDERATION GENERALE PACIFISTE. — Mardi 25 octobre, à 21 heures, aux Sociétés Sévantes, 28, rue Serpente (salle G), réunion des camarades pacifistes. L'objection de conscience, les rapports franco-allemands par Louis Louvet. Ont paru : « Les Nouvelles Pacifistes » : L'angoisse du monde (A. Barbe), Garry Davis au Tribunal. Sous le bistouri (Dr Hellasi), Nous restons avec Davis (P. Bergh), Propos d'un paria (P. Mualdès), L'objection de conscience (E. Verani), Episode colonial (L. Louvet), Déclarations de J. Glions et J. Cocteau, Boucher de Perthes pacifiste (G. Lacro-Duthiers), L'examplaire : 10 fr. En vente au « Libéraire ».